

DISCOURS INTRODUCTIF

Le 1^{er} juillet 2020

Forum « Relocalisation, Territorialisation, Innovation, Transformation de l'économie régionale »

Monsieur le préfet,
Monsieur le président du Conseil régional,
Mesdames les conseillères régionales,
Messieurs les conseillers régionaux,
Chers collègues du CESER,
Mesdames, messieurs,

Le monde d'après ressemblera-t-il au monde d'avant ?

Quel nouveau modèle devons-nous construire pour les générations futures ?

Faut-il un plan de relance ou un plan de résilience ?

Partout, à la suite de la crise aigüe que nous venons de vivre, on se pose ces questions pour répondre à la crise durable qui s'annonce... Et pourtant !

Et pourtant, à ces questions sur l'objectif, à ces questions sur le modèle, il me semble que nous avons déjà répondu.

Le monde y a déjà répondu en 2015 lors de l'Accord de Paris, même si certains ont depuis renié leur engagement et que son contenu mérite sans cesse d'être réaffirmé. Même si les trajectoires aujourd'hui semblent insuffisantes pour atteindre les objectifs.

L'Europe y répond et change de braquet en même temps qu'elle se mobilise contre la crise en essayant de se réinventer dans un modèle plus vert, plus social, plus solidaire, plus intégré. (Green New Deal).

La France y répond, en s'adaptant, avec un arsenal législatif conséquent depuis la loi pour la croissance verte de 2015 jusqu'à la stratégie bas carbone d'avril 2020, trop lentement diront certains, trop vite diront d'autres, moins nombreux.

La région Centre Val de Loire y répond avec l'adoption du SRADDET, que vous avez voulu une projection à 360 degrés M. le Président qui intègre dans un première étape à 2030, cet objectif de résilience pour l'échéance de 2050.

Le changement climatique, la prise de conscience de l'importance fondamentale, vital, de notre environnement naturel, l'aspiration à des modes de vie différents en même temps que l'intégration des nouvelles réalités numériques, de tout cela, nous en avons déjà fixé les objectifs et tirer les plans. Nous savons que le monde d'après sera résolument écologique que le rebond doit être combiner à notre transition écologique et climatique, que « notre économie doit être forte, écologique, souveraine et solidaire ».

Les questions d'aujourd'hui, les bonnes questions, ce sont celles du passage aux actes, celles de l'accélération des transformations, celles des solutions opérationnelles et celles des gouvernances agiles de ces transformations.

Car la question de la temporalité, me semble-t-il, vient de trouver une réponse avec la crise et cette réponse c'est : maintenant.

La crise doit être une opportunité pour l'accélération de ces transformations que nous avons déjà écrites, que nous avons déjà décrites, et pour lesquelles nous sommes déjà fixé les objectifs. Evidemment oui, chacun le pressent, chacun le ressent, il y a là une opportunité à saisir, et nous sommes là pour réfléchir ensemble à la manière de la saisir.

Nous avons souhaité, sur une idée du Président Bonneau, Conseil régional et Ceser réunis, accompagnés des têtes des réseaux régionaux économiques, sociaux, environnementaux, de la recherche et de l'enseignement supérieur, organiser cette journée de constructions collectives des solutions. C'est pour cela que nous sommes ici, parce que nous faisons confiance à l'intelligence collective.

Et les bonnes questions que nous allons nous poser aujourd'hui, ce sont : quelles innovations pour quelles relocalisations ? ou encore quelles transformations pour quelles pour quelle souveraineté économique et sociale ?

Alors il y a d'abord la question de la reconquête industrielle et celle de la transition écologique et énergétique ?

La crise de la COVID-19 nous a stoppé dans notre renouveau. Car avant la crise, la reconquête industrielle avait déjà commencé : en 2019, pour la première fois depuis l'an 2000, nous avons recréé des emplois industriels en région (+0,3%) ! L'objectif des ateliers sera de déterminer les enjeux et les moyens de la reprise de cette reconquête, l'apport de la recherche et l'innovation et de voir comment y associer les territoires dans une approche nouvelle d'économie circulaire, d'écologie industrielle territoriale. Pour que cette reconquête soit aussi celle de la reconquête d'un espoir pour nos territoires.

Je ne veux pas anticiper sur les conclusions des travaux, mais je crois pouvoir dire une chose au préalable : rien ne sera possible si nous ne portons pas haut et fort les couleurs industrielles de la région. Oui, nous sommes la région agricole de la Beauce et de la champagne berrichonne, grenier à grain de la France (de l'Europe ?). Oui nous sommes la région des châteaux, magnifique héritages d'un passé prestigieux et source de revenus aujourd'hui et nous en sommes fiers, mais nous sommes aussi et peut-être d'abord en matière économique et sociale une région industrielle. Nos bassins d'emplois ont tous une forte inclinaison industrielle. Soyons fier de notre industrie de sous-traitance qu'elle soit automobile, aéronautique, pharmaceutique ou cosmétique. Accompagnons-la vers l'industrie 4.0, une industrie de pointe, une industrie propre. Sachons la rendre attractive pour nos jeunes et source de revitalisation de nos territoires, comme elle l'avait été à l'après-guerre pour absorber l'exode rural dans nos villes moyennes.

Pour la reconquête écologique et énergétique, la massification de la production d'énergie renouvelable, décarbonée, doit accompagner la massification des économies d'énergie, des solutions d'isolations des bâtiments, la massification de solutions de mobilité propre. L'atelier 2 devra répondre à cette problématique posée depuis longtemps, il faut trouver le moyen d'accélérer.

Puis il y a les question des ressources et des moyens des territoires

Moyens humains d'abord, car aucune transformation ne sera possible sans le développement des compétences des femmes et des hommes qui seront amenés à les porter. L'enjeu de la relance verte, c'est la transformation des emplois et des compétences sans passer par la case chômage. Le nouveau dispositif d'activité partielle de longue durée peut nous aider à y répondre, M. le Préfet.

En cette matière, les ateliers, cet après-midi, devront de nous préciser les clés du rebond, quel incontournable accompagnement numérique des transformations, dont la crise a magnifiquement montré l'indispensabilité - 5 à 8 millions de français en télétravail -, mais aussi terriblement pointer les manques : l'accès aux réseaux évidemment, dont on s'étonne que ce soit toujours un problème ; les développements des usages ensuite, à commencer par l'économie présentielle et les services : allons-nous enfin rattraper le retard des TPE/PME françaises en matière de transformation numérique ?

Il nous faut aussi des pistes d'actions pour la transformation de nos écosystèmes économiques et sociaux territorialisés en complément d'une industrie conquérante : les nouvelles formes de productions/consommations locales, les nouvelles formes d'intervention économique et sociale, associatives, coopératives.

Pour une gouvernance agile

Une dernière remarque préalable à nos réflexions : sommes-nous prêts en région à accueillir ces transformations ? Avons-nous les bons outils ? Les bonnes organisations territoriales ? Les bonnes complémentarités ? Sommes-nous prêts à développer des mesures ciblées, moins automatiques, plus concentrées ? Sommes-nous prêts à un pilotage agile des territoires ? Nos territoires sont-ils assez puissants ? Sont-ils assez unis ? L'analyse a posteriori de la crise de 2007-2008, nous a montré qu'elle avait affecté principalement les bassins d'emplois manufacturiers, ceux des territoires d'industrie d'aujourd'hui. Les premières études (Insee, France Stratégie) nous montrent que les effets négatifs de la crise actuelle seront aussi concentrés sur ces bassins d'emplois, car encore une fois, les stabilisateurs automatiques économiques et sociaux sont plus efficaces dans les sociétés de services - publics et privés - des grandes agglomérations.

Il faudra imaginer des solutions différenciées et il est primordial d'être d'accord en préalable, sur la gouvernance de la transformation au risque qu'elle laisse sur le bord de la route des pans entiers de nos territoires et de nos populations. Nous n'avons plus le temps de querelles picrocholines entre les prérogatives des uns et les compétences des autres : il faut trancher cette affaire-là, vite !

Conclusion

Les deux tables rondes d'ouverture des ateliers permettront, avec des témoignages, des retours d'expériences, des expertises, de mettre en contexte la réflexion collective, d'éveiller la sensibilité intellectuelle de chacun, et c'est des ateliers que nous devons tirer les plans d'actions pour un nouveau récit de l'avenir cohérent et durable pour lequel nous avons là une opportunité historique d'écrire la première page.

Il faudra traduire ces plans d'actions dans les actes, sans délais, trouver les leviers d'action possibles et les inscrire dans les politiques publiques d'accompagnement, dans le contrat de plan Etat-région et les programmes européens qui seront discutés cet été et finalisés à la rentrée, en même temps que le plan de relance de gouvernement dont on souhaite, dont on demande même, qu'il soit largement coordonné avec ceux des territoires et d'abord des régions.

Le CESER, pour sa part, a déjà commencé à écrire sa contribution à la construction du monde d'après. En sollicitant tous ses membres, que je remercie ici pour leur contribution, qu'elle soit individuelle ou collective et que nous avons confié à nos trois rapporteurs généraux. Pour qu'elle soit elle aussi très opérationnelle, très régionalisée, elle s'enrichira des apports de ces ateliers pour vous être transmise, M. le Président, M. le préfet, dans une contribution globale au plus vite.

D'ici là tout peut encore être imaginer.

Bons travaux à tous.

Éric Chevée

Président du CESER Centre-Val de Loire

Contact Presse : Sandrine BERTRAND
Tél : 02 38 70 30 41
sandrine.bertrand@centrevalde Loire.fr